

Entrepreneurs en violence

(Sicile, mafia & capitalisme)

Souvent présentée comme une anomalie, qu'a la Mafia de commun avec le capitalisme, et quel est l'avenir possible de cette « anormalité », ici à travers l'exemple de la Sicile ? ¹

Un État-nation inachevé

L'unité nationale italienne s'est faite par en haut, avec une faible participation des masses populaires, ce qui a permis aux structures anciennes de perdurer à l'ombre du nouvel État.² La Sicile n'ayant pas connu un mouvement communal comme dans la moitié nord de l'Italie, ce n'est qu'en 1812, sous domination anglaise, que la féodalité y est abolie. Pourtant le règne des féodaux a été brisé sans qu'émerge un marché « libre » de la propriété privée du sol. En 1860, constate Marx, « *presque toute la terre est encore entre les mains d'un nombre relativement restreint de grands propriétaires terriens, les barons* » ³, dont le pouvoir a été ébranlé sans qu'un État vienne imposer le sien.

« *Désormais la terre peut être achetée et vendue. [...] Et la terre qui est acquise et non plus héritée a besoin de rapporter ; c'est un investissement qui doit être rentable. Le capitalisme était arrivé en Sicile* », mais sous une forme originale, où « *une situation de non-droit met en danger l'investissement. [...] Quand il a supplanté le féodalisme, l'État moderne était censé établir un monopole de la violence, du pouvoir de réprimer et de punir les criminels.* » (51) Or les bandes armées des barons se transforment sans disparaître. Déjà, au début du 19^e siècle, le régime des Bourbons avait fait régner l'ordre avec les Compagnies d'armes, qui volaient et rackettaient, en collusion avec les hommes de main aux ordres des barons. Le phénomène va perdurer.

Après 1870, en effet, l'Italie maintenant totalement unifiée délègue une partie des fonctions administratives aux potentats siciliens locaux, mais si ceux-ci conservent leur influence, la violence s'est par ailleurs « démocratisée » : une couche d'hommes du peuple s'est emparé d'une part du monopole de la violence. A Palerme, des associations d'artisans revendiquent le droit de porter des armes et de faire régner l'ordre, et en profitent pour augmenter leurs prix et extorquer de l'argent. Ainsi se forment des « *groupes qui étaient pour partie gang criminel, pour partie entreprise commerciale, et pour partie clique politique* » (52), et qui mariant la loi et le crime pénètrent l'appareil d'État.

Le citron et le soufre

¹ John Dickie, *Cosa Nostra. A History of the Sicilian Mafia*, Hodder, 2007 (les numéros de pages renvoient à ce livre).

² David Gilmour, *The Pursuit of Italy*, Penguin, 2012.

³ *New York Daily Tribune*, 17 mai 1860. Cf. « [Marx et Engels & l'expédition des Mille](http://chroniquesitaliennes.univ-paris3.fr) », chroniquesitaliennes.univ-paris3.fr

Loin d'être liée à la pauvreté de la terre et à l'archaïsme de sa population, la mafia s'est formée là où était concentrée la richesse de la Sicile, dans les citronnerais et orangerais aux environs de Palerme. Au 17^e siècle, le rendement des terres à blé et à orge y était le plus rémunérateur d'Europe et les trois-quarts de la population vivaient en ville. En 1860, quand la Sicile est réunie à l'Italie, ses vergers sont une des cultures les plus rentables d'Europe, tout en exigeant un travail et un capital importants, ainsi que l'entretien constant de fragiles systèmes d'irrigation. Ce mélange de vulnérabilité et de profit élevé a créé l'environnement idéal pour un racket où les régisseurs jouaient un rôle important, tantôt protégeant le domaine, tantôt le rançonnant, obligeant éventuellement le propriétaire à une vente forcée, les bandes de racketteurs passant entre elles de la collaboration à l'affrontement.

« *La mafia n'est pas née de la pauvreté et de l'isolement, mais du pouvoir et de la richesse.* » (27)

Pour cette raison, elle est longtemps restée localisée à l'ouest de l'île et à Palerme, centre du commerce de gros des agrumes et premier port d'exportation.

Ces activités criminelles se mêlent à d'autres, contrebande et vol de bétail. Il est courant que circulent dans la campagne des groupes armés, en une coexistence de désordre par la violence et d'ordre imposé par la violence.

Le phénomène draine aussi des membres des classes dirigeantes soucieux du développement économique le plus rentable, car à la différence du brigand, le mafioso est un entrepreneur : il ne se contente pas de prélever une part des richesses, il participe à leur production. Au contraire du criminel habituel, par exemple du braqueur qui accumule des sommes relativement petites et dispose de peu de capital, le mafioso produit et investit.

Ce qui n'était qu'un ensemble de petits groupes est ainsi devenu une « institution » parallèle. Si elle est naturellement du côté du pouvoir, il lui arrive d'appuyer un changement politique qui l'avantage. Elle soutient la révolution démocratique de 1848 (échouée, celle-là) puis celle de 1860, mais lorsqu'en 1866 des groupes de révoltés armés tentent de prendre Palerme, les mafiosi s'y opposent.

« *En une parodie cauchemardesque de l'économie capitaliste, la loi a été parcellarisée et privatisée, exactement comme la terre. Pour Franchetti [l'un des premiers à avoir analysé la mafia après un voyage dans l'île en 1876], la Sicile vivait sous la coupe d'une forme bâtarde de concurrence capitaliste. C'était un marché violent où seules des différences formelles séparaient l'économie, la politique et le crime. [...] Celui qui voulait fonder une entreprise ne pouvait compter sur la loi pour le protéger, ni lui, ni sa famille ni ses intérêts économiques. La violence était un actif indispensable à toute entreprise ; la capacité à user de la force comptait autant que celle d'avoir du capital à investir. [...] la violence elle-même était devenue une forme de capital ; les mafiosi [...] étaient des entrepreneurs en violence* » Non seulement le chef mafieux organise le travail, répartit les tâches et impose la discipline aux travailleurs, mais, écrivait Franchetti, « *Il doit s'adapter aux conditions du marché pour savoir quels opérations mener, qui exploiter et quelle forme de violence utiliser.* » John Dickie commente : « *menaces et meurtres faisaient partie du secteur tertiaire de l'économie sicilienne* ». (53)

Aux agrumes s'ajoute une autre source de profit et de pouvoir : le soufre, alors indispensable en chimie, notamment pour fabriquer la poudre à canon. Premier exportateur mondial vers 1850, la Sicile en était encore un des principaux producteurs à la fin du siècle.⁴ Là encore, il s'agit d'un secteur très concurrentiel, ces entrepreneurs ayant la capacité de s'imposer sur des secteurs économiques très rentables. Un siècle plus tard, ils le prouvent en colonisant l'immobilier (en particulier à Palerme) dans les années 1950-70, puis en entrant sur le marché de la drogue, qu'ils ne contrôlent d'ailleurs pas : les réseaux de drogue sont une

⁴ Depuis, le soufre nécessaire à l'industrie est avant tout obtenu comme un dérivé du pétrole et du gaz.

activité trop internationale par nature pour être centralisés par une organisation unique ou un groupe régional (360).

Classe bourgeoise et concurrence mortelle

Lourd de sens obscur, le mot *mafia* échappe à ses définitions comme pour indiquer quelque chose d'insaisissable dans un système où pouvoir et argent sont tout-puissants mais sans visage, à l'image de la société *anonyme* du capitalisme moderne.

La mafia s'est formée « *dans l'hinterland de Palerme quand les bandits les plus durs et les plus malins, des gérants de domaine, les contrebandiers, les voleurs de chevaux, des fermiers et des hommes de loi se sont associés pour se spécialiser dans l'industrie de la violence et pour mettre en commun ce qui les réunissait : une méthode pour créer du pouvoir et de l'argent, mise au point dans le commerce du citron.* » (62) Cette méthode a été ensuite appliquée dans d'autres lieux propres au *business*.

Les dirigeants mafieux font partie de la classe dominante en Sicile, gestionnaire à son profit du rapport capital-travail, capable d'impulser un développement marchand et industriel, de se donner les appuis politiques conformes à ses intérêts, de survivre au fascisme et de s'insérer dans le marché mondial.

La mafia prospère parce que l'État est faible, un pouvoir central fort lui est une entrave, et les bourgeois mafieux ont su faire preuve de l'opportunisme propre à tout groupe dynamique de la classe dominante. Ennemis naturels de toute organisation autonome des travailleurs, ils ont été favorables au libéralisme avant 1914, fait le gros dos sous Mussolini, soutenu brièvement le Mouvement pour l'Indépendance Sicilienne après 1945 tant qu'une autonomie régionale lui semblait avantageuse, puis abandonné le séparatisme sicilien quand celui-ci s'est essoufflé. Grâce à leur implantation dans la vie économique et sociale, ils ont ensuite prouvé leur capacité à utiliser le jeu national des partis, sans toutefois le contrôler : la mafia tire profit de la politique italienne, elle ne la dirige pas. Si elle exploite les rivalités des partis, c'est pour faire de l'argent, non de la politique. Il lui faut un État stable, mais pas autoritaire : c'est sous Mussolini qu'elle a été le moins libre de ses mouvements. Le mafioso tient mal le choc quand l'État emploie contre lui des méthodes expéditives comparables aux siennes.

Bien qu'il y ait loin de l'ethos mafieux aux techniques de management enseignées dans une *business school*, les classes dirigeantes à la tête du capitalisme, du bourgeois victorien au bureaucrate maoïste, brillent par leur infinie variété. Dans la « composition de classe » de la bourgeoisie, ses couches mafieuses ont leur originalité. La mafia applique les lois du profit et du marché, par exemple en profitant de la rareté (voire en l'organisant) pour faire monter la demande et les prix, mais elle le fait à sa façon, et souvent la concurrence y est mortelle. La mafia n'existe pas sans la compétition féroce qui sélectionne ses élites. La purge sanglante équivaut à l'élimination des patrons les moins performants dans l'économie normale.⁵

Un État modernisé

L'Etat italien du 21^e siècle n'a plus le caractère « inachevé » que nous signalions au début. Dans les années 1990, tout en balayant les principaux partis de droite comme de gauche (PC, Démocratie Chrétienne et parti socialiste), l'opération « Mains propres » a renoué l'Etat dans le pays qui avait connu l'attaque prolétarienne la plus forte des années 70.

⁵ Modernité managériale oblige, comme autrefois la mafia associait des voyous à des entrepreneurs, des médecins et des juristes, aujourd'hui plus d'un enfant de mafioso sort d'une école de commerce.

Pour donner une idée du « retard » de l'Etat en Italie, longtemps après la guerre, la perception d'une partie des impôts était encore affermée à des banques ou organismes privés. Typique des sociétés précapitalistes ou des Etats faibles et en difficultés financières, cette pratique ouvre large la porte aux groupes d'intérêts et à la corruption. En Sicile, des mafiosi avaient constitué un cartel qui en 1959 percevait 40% des impôts directs et indirects de l'île, proportion encore accrue dans les années 60. Dans le reste de l'Italie, cette activité rapportait en moyenne un profit de 3% : en Sicile, 10%. A quoi s'ajoutait le détournement de subventions de l'Etat ou de l'Union Européenne (365).

La modernisation des structures publiques est allée de pair avec celle de la mafia, au prix de guerres internes si meurtrières que l'on a évoqué un risque d'auto-destruction, alors que l'organisation subissait l'aggravation d'une concurrence sans pitié.

Cela ne signifiait pas la fin de la mafia.

Loin d'être l'apanage des *classes laborieuses et dangereuses*, le « crime organisé » est largement pratiqué par les bourgeois : vol et meurtre ont toujours eu partie liée avec l'essor du capitalisme respectable. ⁶ La mafia du 21^e siècle fait simplement coexister légalité et illégalité, pénètre plus de secteurs économiques qu'autrefois et, là où elle investit sur des marchés classiques, elle doit renoncer partiellement à ses méthodes les plus brutales, mais il restera toujours difficile de distinguer l'entrepreneur mafieux (dans la gestion des déchets à Naples par exemple) de l'homme d'affaires véreux. Plus elle participe à des activités légales, plus la mafia ressemble au capital « normal » quand il utilise des procédés inavouables. Entre l'honnête chef d'entreprise et le patron-gangster, il n'existe pas une frontière nette, seulement une graduation pragmatique dans les degrés d'illégalité et de violence. Pour Total, le Droit n'a pas le même sens en France et au Gabon.

La mafia, avenir du capitalisme ?

Roberto Saviano a décrit l'imbrication du port et de la région de Naples dans un commerce international et une industrie (textile, en particulier) marqués par la mondialisation, l'illégalité, la concurrence la plus féroce et l'omniprésence de la violence. ⁷ Mais ni la Camorra napolitaine ni la mafia sicilienne n'existeraient sans un pouvoir politique à la fois peu présent sur le terrain et capable de maintenir le cadre politique à l'intérieur duquel elles agissent. La mafia n'est ni un anti-Etat ni n'a vocation à devenir l'Etat.

Ni d'ailleurs à envahir toute la société. Quand un gang élimine toute concurrence sur un marché, celui des fruits et légumes ou de l'entretien du métro, le marché est faussé : ce n'est pas le plus productif qui gagne, c'est celui qui intimide son rival en lui envoyant ses gros bras. Si ensuite ce marché subit la concurrence d'autres entreprises, étrangères par exemple, c'est celle avec une productivité supérieure qui finira par l'emporter. La bourgeoisie mafieuse ne peut s'imposer que localement ou régionalement. ⁸

Le capitalisme mafieux s'implante dans des secteurs particuliers, là où il profite de possibilité de violence dans la concurrence, en priorité mais pas uniquement les activités illégales. ⁹ Le capital hors-la-loi agit en prédateur du reste du capital : s'il se généralise, c'est aux dépens du système dans son ensemble. Quoique parfois l'économie capitaliste ressemble

⁶ F. Browning, J. Gerassi, *Le Crime à l'américaine*, Fayard, 1981.

⁷ *Gomorra*, 2006 (Gallimard, 2007).

⁸ De même, le capitalisme d'Etat ou bureaucratique ne peut tordre les « lois » du capitalisme (productivité, coût minimal et concurrence) que provisoirement, sur un espace limité, et tant qu'il reste fermé aux capitaux étrangers.

⁹ Sur la modernité de la Camorra napolitaine, lire l'étude de Maria-Luisa Cesoni en 1991, « Camorra et politique : démystification du rôle de la drogue » (conflits.revue.org/107).

à sa propre « parodie cauchemardesque », au-delà d'un certain seuil de parasitisme, l'économie s'autodétruirait. Si le parasite épuise l'organisme qui le nourrit, il en meurt.

On ne compte plus les « mafias » russe, albano-kosovare, israélienne, tchetchène, etc., sans oublier les Triades asiatiques et les « cartels » de la drogue. Médiatisée et mythologisée, la mafia devient une des figures du Mal, une incarnation suprême des maux contemporains, complice d'une oligarchie financière mondiale « prédatrice », les deux agissant de concert dans les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent sale : il est donc logique que ceux qui rêvent d'un capitalisme propre dénoncent la « mafia libérale ».

Nous ne ferons pas aujourd'hui changer d'avis celui qui croit possible de moraliser la bourgeoisie.

Mais laissons aussi les scénarios apocalyptiques. L'avenir n'est pas au règne sans partage de l'illégalité et de la violence, plutôt à un mélange accru de norme et de transgression, d'illégalité et de légalité. Si l'on peut prédire un essor du « crime organisé », il ne deviendra pas la forme dominante.¹⁰

L'Etat appelé *de droit* est une nécessité capitaliste. L'entreprise transgresse des règles, mais il faut des règles, y compris au commerce illégal. Sans prohibition, pas de vente lucrative d'alcool. Légale, la drogue serait infiniment moins rentable.

Il n'y a pas de capital ni de bourgeoisie sans Etat. Le capital n'est jamais assez fort par lui-même : il n'est pas fait de flux de valeur s'autonomisant au point de s'auto-entretenir. La société marchande suppose une structure politique stable, et le développement capitaliste suppose un pouvoir exerçant son autorité sur le territoire qu'il contrôle.

Signe de crise, la montée des mafias l'est certainement, mais d'une crise qui produit aussi *l'illusion* d'un capitalisme devenant étranger à lui-même : soit virtuel, soit barbare, soit en voie de faire progressivement disparaître l'Etat, et qui ne reposerait plus sur le rapport de classes et l'exploitation du travail, seulement sur la prédation par la violence.

D'où l'autre illusion, celle de vouloir *revenir* à un capitalisme convenable : vertueux, pacifié ou assaini. Car l'image du monstre nourrit l'espoir dans la possibilité d'un *moindre mal*, d'un adoucissement démocratique.

G.D., août 2015

<http://ddt21.noblogs.org/>

¹⁰ De même, il est vain de se demander si l'économie dite informelle va l'emporter sur le rapport travail salarié/capital, car cet informel est une fonction du système capitaliste.